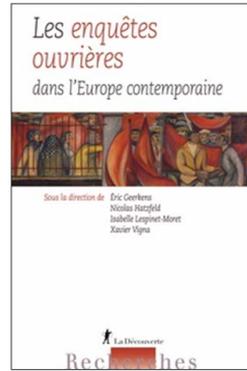


Naissance de l'enquête : les hygiénistes, Villermé et les ouvriers autour de 1840

François Jarrige et Thomas Le Roux



in *Éric Geerkens et al.*

Les enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine, La Découverte, 2019

En France, la monarchie de Juillet voit la prolifération des enquêtes. Pris dans le mouvement de l'histoire qui semble s'accélérer avec les révolutions politiques et industrielles, les contemporains sont déconcertés par le paupérisme et l'opacité croissante du monde social. Ils cherchent désespérément à fixer, classer, ordonner, hiérarchiser, à travers l'invention des sciences sociales, de l'hygiénisme et de multiples autres manières d'organiser le monde physique et humain. Du souci des taxinomies et de l'observation naît la culture de l'enquête [Lyon-Caen, 2007]. Le principe de classification hiérarchisée n'est en rien nouveau – il doit beaucoup, en particulier, au naturaliste Carl von Linné (1707-1778) – mais il s'étend au XIX^e siècle à de très nombreux espaces de savoir et de pouvoir. L'aliéniste construit des nosographies, le phrénologue localise sur les bosses du crâne les facultés intellectuelles et morales, le préfet catégorise soigneusement ses administrés [Karila-Cohen, 2008]. Ces opérations cognitives sont aussi des procédures d'exclusion. Les observateurs sociaux délimitent ainsi les « classes dangereuses » et la police établit des nomenclatures tandis que les statistiques judiciaires puis l'anthropologie criminelle classifient les délinquants.

L'historiographie consacrée à cet objet d'investigation qu'est la pratique de l'enquête est ancienne, et depuis la thèse d'Hélène Rigaudias-Weiss [1936] elle s'est beaucoup développée [Perrot, 1972]. Dominique Kalifa a exploré ce nouveau paradigme et sa genèse en notant que « le sentiment d'opacité, d'illisibilité ou de dysfonctionnement d'un monde social en pleine mutation suscite un train inédit d'investigations ou d'"observations", qui passent autant par la littérature, pittoresque, amusante ou réaliste, que par la médecine, l'hygiène publique, la philanthropie, l'économie ou la "science" sociale, dont la genèse court de

Bonald à Durkheim » [2010]. Mais cette ascension n'est pas linéaire et comporte des moments d'accélération et de cristallisation. Il existe ainsi un « moment 1800 » qui impulse de nouvelles dynamiques et réflexions sur la nature qualitative de ce qu'on appelle enquêter ; c'est par exemple le moment de la Société des observateurs de l'homme, société savante éphémère (1800-1804) considérée comme une des matrices de l'invention des sciences de l'homme [Chappey, 2002]. Un second seuil, plus quantitatif, est sensible à compter des années 1830 (l'épidémie de choléra joue ici un rôle déterminant), qui enregistrent dans toute l'Europe une très nette augmentation du nombre d'enquêtes empiriques, administratives, sociales, médicales, mais aussi littéraires prenant le monde ouvrier pour objet. C'est sur ce moment, que symbolise la publication en 1840 du *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers* de Louis-René Villermé, que nous concentrerons le regard. Centré sur la question des pathologies du travail et la diversité des expériences enquêtrices, l'enjeu est de retracer la généalogie de cette obsession pour les enquêtes ouvrières autour de 1840, mais aussi les fonctions et usages qui en sont faits.

L'APPEL À L'ENQUÊTE

Après 1830, les compilations érudites et les anciennes topographies médicales sont supplantées par le souci d'objectivation et de mesure qui s'épanouit notamment à travers les mutations des statistiques et des probabilités et l'émergence des sciences sociales portées par les réformateurs sociaux. Dans ce contexte, les enquêtes prolifèrent dans de nombreux espaces sociopolitiques, alors que le mouvement ouvrier commence à faire son apparition et que la sociologie – le mot est forgé par Auguste Comte à la fin des années 1830 – en est à ses balbutiements. L'appel à l'enquête résulte de plusieurs phénomènes : d'une part du contraste de plus en plus net entre les promesses d'émancipation de la révolution et la condition ouvrière ; en second lieu, de l'émergence des sciences sociales et des théories socialistes qui tentent d'apporter des réponses à la misère en s'appuyant sur une connaissance précise des réalités du travail ; enfin, de la peur de cette classe dangereuse qui semble comme une intruse incompréhensible dans une société encore largement rurale. Comprendre et expliquer l'avènement de ces « barbares qui menacent la société », et que décrit le publiciste Saint-Marc Girardin dans le *Journal des débats* au lendemain de la révolte des canuts en 1831, devient une urgence politique.

L'angoisse sociale doublée d'un espoir de réforme fait naître plusieurs imaginaires et pratiques concurrentes de l'enquête. Alors que la grande industrie britannique inquiète et attire de plus en plus de voyageurs et

d'observateurs sociaux, en France les enquêtes prolifèrent. Un premier pôle est constitué par les statisticiens mandatés par les ministères, préfectures ou encore les sociétés savantes, à l'image de Villermé ou de l'économiste Adolphe Blanqui en 1848. Animées par un mouvement philanthropique, les enquêtes des hygiénistes relèvent essentiellement de cette catégorie. La vogue pour l'enquête connaît une impulsion renouvelée avec la recreation par François Guizot de l'Académie des sciences morales et politiques en 1832. Une deuxième source provient des écrivains du pittoresque social comme Honoré de Balzac et Eugène Sue. Parallèlement aux autres formes d'écriture et de savoir, comme les tableaux de Paris et « physiologies » de types sociaux qui prolifèrent dans les années 1840, l'espace de la littérature est envahi par le genre romanesque, la société contemporaine semblant devenir le champ d'investigation privilégié du roman qui entre massivement en « régime réaliste » [David, 2003]. Un troisième type de prise de parole émerge après 1830 en réponse et en réaction à ces nouvelles manières de dire le monde social : les écrits des artisans et ouvriers eux-mêmes, qui réclament l'organisation d'enquêtes pour révéler la vérité de leur condition et le fonctionnement du monde qui les exploite.

Loin de résulter uniquement d'un nouveau paradigme intellectuel, l'enquête sur les ouvriers et leurs conditions est étroitement liée aux enjeux politiques et au cadrage plus ou moins libéral et répressif des régimes en place. L'appel à l'enquête s'intensifie ainsi dans les moments de forte conflictualité, leur nombre s'accroît en période d'effervescence insurrectionnelle voire révolutionnaire. L'enquête devient à la fois un outil de protestation et un moyen de favoriser le retour à l'ordre. Elle doit donner sens aux événements, offrir des moyens d'action alternatifs lorsque la mobilisation collective a échoué. Au lendemain de la révolution de Juillet 1830, les espoirs et les déceptions poussent ainsi à l'apparition d'enquêtes menées par les ouvriers. *L'Artisan, journal de la classe ouvrière*, lance par exemple à l'automne 1830 un appel à tous les ouvriers afin qu'ils envoient des renseignements sur leur situation :

Notre intention étant d'exposer la situation des divers états, il nous faut des renseignements nombreux et exacts. Que les ouvriers de chaque état nous envoient donc ces renseignements, et la classe entière des artisans leur devra beaucoup... Dans cette recherche, notre but est d'améliorer leur sort, de dénoncer au public les abus d'autorité de leurs maîtres, et de chercher à les affranchir de tout ce qui rend leur condition misérable (*L'Artisan, journal de la classe ouvrière*, 26 septembre et 5 octobre 1830).

Finalement, une seule « statistique de la profession des ouvriers imprimeurs en 1830 » paraît le 10 octobre. Rédigée par un ouvrier, elle s'inscrit dans le contexte de tensions et de grèves qui touchent le milieu des typographes après la révolution. Elle devait être suivie par des enquêtes

sur tous les autres groupes ouvriers, mais la disparition du journal met rapidement un terme à ce projet.

La répression des émeutes des canuts de 1831 et 1833, et l'attentat de Fieschi en juillet 1834 sont suivis de lois qui durcissent l'arsenal répressif. Dans ce contexte, ce sont les enquêtes des philanthropes et réformateurs bourgeois qui s'imposent, comme celles des économistes chrétiens Alban de Villeneuve-Bargemont et Pierre Bigot de Morogues. Ils insistent sur l'importance des mesures de moralisation individuelle comme les caisses d'épargne ou le développement des colonies agricoles pour échapper à la ville jugée dépravée. La classe ouvrière doit se tourner vers l'éducation et la religion pour élever son sort. Comme préfet du Nord, Villeneuve-Bargemont lance ainsi une enquête sur la condition des ouvriers, publiée dans son *Économie politique chrétienne* en 1834. Ces auteurs défendent la philanthropie et la charité chrétienne comme des réponses à la misère révélée par l'enquête. Les premiers socialistes ne sont pas en reste : *L'Européen* de Philippe Buchez prévoit dès 1832 la création d'« une commission perpétuelle d'enquêtes destinée à mieux connaître chaque segment de l'activité sociale pour en découvrir les nécessités ». Véritable « boussole » du gouvernement, elle doit adapter ses travaux selon « les besoins et les circonstances du temps puisque son intervention s'applique dans les secteurs où la souffrance populaire croît » [Frobert et Lauricella, 2015].

L'ÉTILOGIE DES PATHOLOGIES OUVRIÈRES

Dans cette effervescence d'enquêtes visant à décrire et comprendre le monde ouvrier, la décennie 1830 voit des recherches inédites sur les pathologies touchant les mondes du travail. Le fer de lance en est le Conseil de salubrité de Paris, institution créée en 1802 par le ministre de l'Intérieur Jean-Antoine Chaptal, sous l'autorité du préfet de police et composée d'éminents médecins et chimistes. Celui-ci n'a pas la charge d'enquêter sur le monde ouvrier, mais par son action dévolue à la régulation des fabriques et manufactures insalubres, il s'occupe peu à peu de la santé ouvrière. L'un de ses membres fondateurs, Charles-Louis Cadet de Gassicourt, publie ainsi dès 1816 une enquête exploratoire sur le sujet. Son projet, sans doute trop inspiré par les travaux des décennies précédentes, en particulier de la Société royale de médecine (1776-1793), est cependant interrompu par le préfet de police, d'autant plus qu'en 1822 le docteur Pâtissier prolonge l'ouvrage du médecin Bernardino Ramazzini. Ce dernier était, depuis la première édition de son ouvrage sur la santé des artisans en 1700, la référence incontournable de tout médecin

étudiant les ouvriers. Mais c'est à un tout autre projet que s'attellent deux autres membres du Conseil de salubrité, le médecin Alexandre Parent-Duchâtelet et l'industriel chimiste Jean-Pierre Darcet. Après des enquêtes sur les ouvriers cérusiers, qui eurent pour résultats de minorer les dangers de la céruse, un pigment de carbonate de plomb, ils entreprennent des investigations sur l'insalubrité des métiers. L'acte fondateur est l'enquête qu'ils réalisent en 1828 sur les fabriques de tabac et les 4 518 ouvriers qu'ils ont recensés. Relayée par le premier numéro des *Annales d'hygiène publique et de médecine légale* en 1829, qui devient le principal vecteur de la nouvelle pensée hygiéniste et de ses méthodes, leur enquête s'attache à disqualifier les anciennes affirmations en prenant à rebours la pensée ramazzinienne. Les deux auteurs présentent leur méthode dès les premières lignes de leur compte rendu :

En présentant ce travail à nos collègues du Conseil de salubrité, nous l'avons fait précéder de quelques considérations générales relatives à la manière dont les professions doivent être étudiées, et à la méthode que nous avons suivie pour arriver à la connaissance de leurs véritables influences. Nous croyons devoir reproduire ici ces considérations ; elles répondent aux objections qui pourraient nous être faites et serviront d'introduction aux autres mémoires que nous nous proposons de publier sur les professions. [...] C'est parce que nous avons étudié les ouvrages qui traitent des maladies des artisans, c'est parce que nous avons vu un grand nombre de ces ouvriers dans leurs ateliers, c'est parce que nous avons mis en parallèle les livres et l'observation, c'est enfin parce que nous n'avons pas cru les auteurs sur leur parole et que nous les avons tous soumis à une vérification sévère, que nous avons reconnu l'insuffisance, nous dirons plus, l'inexactitude de la plupart de leurs assertions [Parent-Duchâtelet et Darcet, 1829].

Leur démarche se présente donc comme étant en rupture avec les anciennes formes de diagnostic : délaissant les examens cliniques des ouvriers et la visite des hôpitaux, ils abordent la question par des enquêtes de terrain mêlant statistiques et observations des situations de travail. Ils s'appuient sur des interrogatoires d'ouvriers, de médecins et de directeurs d'usines, et sur des questionnaires envoyés aux manufactures de province. Fondées sur l'absence notable de malades constatée durant leurs visites et rapportée par les questionnaires remplis par les directeurs des usines de province, leurs conclusions sont sans équivoque : le travail dans les manufactures de tabac n'est pas nuisible à la santé. Les pathologies doivent être recherchées dans une alimentation déficiente ou encore des habitations mal aérées ou humides. Ces résultats, tout à fait révolutionnaires, doivent être lus dans le cadre du projet politique du Conseil de salubrité qui entend asseoir le phénomène industriel et légitimer sa présence, ce qui n'est possible qu'en désamorçant les critiques et les oppositions, et en marginalisant la pensée médicale, alors dominante,

qui fait un lien clinique entre certaines opérations industrielles et les pathologies ouvrières [Le Roux, 2011]. Cette réfutation est reprise à l'envi par Parent-Duchâtelet jusqu'à sa mort en 1836 avec ses études sur les égoutiers, les débardeurs, les artisans de Paris et les batteurs de tapis.

C'est dans ce cadre que se déploient les célèbres enquêtes de Villermé. Élève du médecin Dupuytren, il avait déjà pu aiguiser son sens de l'observation au cours des nombreuses années qu'il passe au service des armées de l'Empire sur tous les champs de bataille d'Europe. Élu membre adjoint à l'Académie de médecine en 1823, il devient peu après l'un des hygiénistes les plus actifs et les plus influents. Membre du Conseil de salubrité entre 1831 et 1835, soit durant les années foisonnantes de Parent-Duchâtelet, il prolonge les enquêtes précédentes en leur ajoutant une dimension statistique bien plus grande. Dès 1824, il avait réalisé un important travail sur la mortalité dans différents quartiers de Paris, établissant une corrélation entre la pauvreté et la mortalité, renvoyant au second plan l'influence des métiers sur la santé et rompant ainsi définitivement avec la tradition médicale néohippocratique encore présente dans le livre de Pâtissier. Avec d'autres hygiénistes, notamment Louis-François Benoiston de Neufchâteau ou Alphonse Chevallier, dont les enquêtes font l'objet d'abondantes relations dans les *Annales d'hygiène publique*, Villermé focalise son attention sur des critères sociologiques ; il désincarne le travail et l'ordonne dans les cases lisses de la statistique. En 1834, l'Académie des sciences lui demande de réaliser une nouvelle enquête afin de « constater aussi exactement que possible l'état physique et moral des classes ouvrières ». Il s'agit de fournir une réponse à la question sociale qui agite la monarchie de Juillet. Les résultats de son enquête dans les usines textiles sont publiés partiellement en 1839 dans les *Annales d'hygiène publique*, avant de faire l'objet d'un ouvrage complet en 1840¹. Adeptes de l'observation concrète et de la méthode numérique chères à Parent-Duchâtelet, il systématise une démarche qui implique des visites, des questionnaires, une analyse et une mise en relation des indices les plus ténus [Démier, 1989]. Plus qu'un praticien, Villermé se fait observateur social, rôle autoproclamé des hygiénistes du Conseil de salubrité. Comme un écho complice aux précautions méthodologiques de Darcet et Parent-Duchâtelet, il prend un soin particulier à exposer sa démarche dans l'introduction de son ouvrage :

1. Louis-René Villermé, « De la santé des ouvriers employés dans les fabriques de soie, de coton et de laine », *AHPML*, n° 21, 1839, p. 340-422. Le texte de 1840 (2 vol., J. Renouard, Paris) a été réédité en un seul volume en 1989 par Francis Démier : Louis-René Villermé, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*, Études et documentations internationales, Paris, 1989. Les citations sont issues de cette dernière édition.

Il me fallait examiner les effets de l'industrie sur ceux qu'elle emploie, interroger la misère sans l'humilier, observer l'inconduite sans l'irriter. Cette tâche était difficile. Eh bien ! J'aime à le dire : partout des magistrats, des médecins, des fabricants, de simples ouvriers, se sont empressés de me seconder. Avec leur aide, j'ai pu tout voir, tout entendre, tout connaître. Ils m'ont, comme à l'envi, fourni des renseignements. J'en ai demandé, j'en ai surpris. Et tel est le soin que je désirais mettre à cette espèce d'enquête, que j'ai suivi l'ouvrier depuis son atelier jusqu'à sa demeure. J'y suis entré avec lui, je l'ai étudié au sein de sa famille ; j'ai assisté à ses repas. J'ai fait plus : je l'avais vu dans ses travaux et dans son ménage, j'ai voulu le voir dans ses plaisirs, l'observer dans les lieux de ses réunions. Là, écoutant ses conversations, m'y mêlant parfois, j'ai été, à son insu, le confident de ses joies et de ses plaintes, de ses regrets et de ses espérances, le témoin de ses vices et de ses vertus. [...] Une scrupuleuse exactitude était d'ailleurs d'autant plus indispensable que l'ignorance et l'esprit de parti ont répandu de graves erreurs sur les ouvriers de nos manufactures. Or, comme il m'arrive de soutenir des opinions contraires à celles que beaucoup de personnes adoptent consciencieusement, et que beaucoup d'autres défendent par calcul, c'était pour moi un devoir rigoureux de décrire les faits tels que je les avais vus [Villermé, 1989, p. 81-82].

Comme ses prédécesseurs au Conseil de salubrité, la parole ouvrière est en fait très rare et les témoignages de notables, de patrons, ou d'édiles locaux sont majoritaires. Il est également particulièrement intéressant de relever qu'aucun examen clinique n'est mentionné. Renouvelant son diagnostic, il attribue les maladies à la situation sociale, aux mauvaises conditions de logements, à la malnutrition, à l'âge, etc. Ce faisant, il relativise les effets du travail sur la santé ou prétend qu'il est impossible de conclure, tant les facteurs peuvent être nombreux :

Je n'insisterai pas davantage pour prouver que les ateliers ne sont point exposés à ces prétendues causes d'insalubrité. On s'est singulièrement mépris en leur attribuant des maladies que produisent principalement le travail forcé, le manque de repos, le défaut de soins, l'insuffisance de la nourriture et sa mauvaise qualité, les habitudes d'imprévoyance, d'ivrognerie, de débauches, et pour tout dire, en un mot, des salaires au-dessous des besoins réels [...]. C'est d'une manière indirecte, médiate, ou par les conditions de nourriture, de vêtement, de logement, de fatigue, de durée du travail, de mœurs, etc. dans lesquelles se trouvent les ouvriers, que les professions agissent le plus souvent en bien ou en mal sur leur santé ou sur celle de leur famille. Cette règle doit être regardée comme générale [Villermé, 1989, p. 482 et 509].

Les conclusions de l'enquête, qui disqualifient tout aussi bien Ramazzini ou Pâtissier que la médecine néohippocratique, sont lourdes de conséquences. Dorénavant, afin de limiter l'usage au travail, les hygiénistes prônent plutôt l'amélioration des conditions de vie à l'extérieur des ateliers et militent pour la hausse des salaires ainsi que pour la réduction du temps de travail, notamment pour les enfants et les femmes. En suivant l'argumentaire villermien, ils se positionnent donc en tant qu'acteurs de l'économie politique.

USAGES ET FONCTIONS DE L'ENQUÊTE OUVRIÈRE

Parallèlement aux enquêtes médicales qui tendent à dépolitiser l'expérience du travail, d'autres enquêtes s'efforcent au contraire de dévoiler les formes d'exploitation à l'œuvre dans l'atelier. L'appel à l'enquête s'intensifie en effet dans les moments de forte conflictualité. De mars à septembre 1840, un mouvement puissant et massif mobilise de nombreuses professions à Paris, avec surtout en août d'énormes rassemblements dans les plaines de la banlieue parisienne et des cortèges parfois violents. Les revendications portent sur les conditions travail, les salaires, la diminution de la durée de la journée, les plaintes contre les livrets et le marchandage et toutes les stratégies patronales pour mettre les ouvriers en concurrence [Riot-Sarcey, 1998]. L'année 1840 représente à de nombreux égards un tournant pour les enquêtes ouvrières. Parallèlement à la grande enquête de Villermé, l'Académie des sciences morales et politiques couronne également cette année-là l'ouvrage d'Eugène Buret *De la misère des classes laborieuses en Angleterre et en France*, plus proche des socialistes et des radicaux et qui révèle l'ampleur de l'exploitation et des souffrances ouvrières dans les grandes villes industrielles. Ses méthodes d'investigation, tout comme ses objectifs politiques, sont très différentes de ceux de Villermé. Pour Buret, il s'agit de décrire la misère des ouvriers tout en contestant les méthodes de l'économie politique, cette « science des richesses ». Buret dénonce ainsi l'abstraction des économistes, soucieux des seules statistiques au lieu de s'attacher au réel de la vie et du travail. Disciple de Jean de Sismondi qu'il cite abondamment, il critique l'idée de production illimitée, les effets des machines et le thème de l'harmonie naturelle des marchés et des intérêts, promeut une méthode historique et sociale ainsi que des enquêtes sur les hommes et leur travail productif concret, propose enfin d'étudier la « physiologie de la société », c'est-à-dire son fonctionnement vivant, à travers les rapports dynamiques de classe, en révélant comment les économistes ne voient pas la pauvreté et la minorité.

Par ailleurs, des ouvriers et gens de métiers se tournent également vers l'enquête pour contourner la répression ; elle devient une stratégie alternative à l'action gréviste à un moment où cette dernière devient impossible. Au cours des années 1840, l'enquête des ouvriers se démocratise dans les colonnes des journaux. La première, la plus longue et la plus complète est lancée dans *L'Atelier* en 1840, alors que les rédacteurs du journal ne connaissaient pas encore les publications de Villermé et Buret. *L'Atelier* est l'un des organes ouvriers et socialistes les plus célèbres de la monarchie de Juillet, l'un des plus cités dans l'historiographie. Il naît en septembre 1840 alors que le prestige de la barricade s'essouffle en France et que les mondes ouvriers tentent de s'organiser pour conquérir une nouvelle autonomie, à

l'écart des sociétés républicaines comme des anciens compagnonnages. Dirigé par Anthime Corbon et rédigé par une « avant-garde des travailleurs », notamment des imprimeurs-typographes, le journal annonce dès son premier numéro qu'il mettra au jour les « misères qui tourmentent le peuple », les « maux qui débilitent son corps et tuent son âme » : « Dorénavant, [les ouvriers] parleront eux-mêmes ; ce sera moins bien dit, mais ce sera vrai. » L'expérience de *L'Atelier* montre comment certains travailleurs ont tenté de s'organiser, de s'associer, en prenant la plume d'une façon inédite pour diffuser leurs idées, et en mobilisant rapidement l'arme de l'enquête pour répondre aux hygiénistes et aux économistes sur la situation des travailleurs. L'enquête témoigne d'une volonté de rétablir une vérité que les ouvriers jugent galvaudée par les procédures officielles qui se contentent d'interroger les maîtres et chefs d'ateliers. Le journal engage ainsi dès octobre 1840 une série d'enquêtes sur les budgets, les salaires, l'hygiène des ateliers. Les artisans journalistes de *L'Atelier* disqualifient d'ailleurs les économistes enquêteurs en comparant « ces savants à certains inspecteurs d'hôpitaux et de casernes, qui, loin de tomber à l'improviste dans ces établissements préviennent quinze jours à l'avance, afin que tout soit propre et rangé pour ce jour-là seulement » (« Enquête sur la misère des ouvriers », *L'Atelier*, n° 2, octobre 1840, p. 14).

Le journal lance ainsi un appel à témoignage aux ouvriers de toutes les branches de production pour qu'ils fassent connaître leurs conditions de travail et de vie. En 1841 deux articles sont consacrés aux conditions de vie insalubres et à l'alimentation (janvier et avril 1841). Un second volet porte sur les problèmes spécifiques de certains corps de métier : on trouve notamment en mai 1841 un article sur le secteur de la typographie. Les articles fournissent des détails sur les différentes branches d'industrie et portent à dessein le titre de « Réforme industrielle ». L'objectif de ces informations est en effet de prouver la nécessité de la réforme et de donner une direction à cette dernière. On retrouve dans cette entreprise l'empreinte de la pensée de Philippe Buchez et son projet de réforme du Conseil d'État pensée comme une institution d'enquête au service du progrès social. Dans ce système, la dynamique du changement doit provenir du bas en fonction des besoins réels. Cette entreprise d'investigation prend également tout son sens compte tenu du lectorat hétéroclite de *L'Atelier*. Le journal était en effet lu par une élite intellectuelle sensible à la question sociale, et certains de leurs articles sont relayés par la presse républicaine parisienne et nationale.

En prenant la plume, en supprimant l'intermédiaire pour parler directement à leur classe, les ouvriers de *L'Atelier* créent un espace d'expression, un forum au sein duquel ils communiquent, ravivent des liens de solidarité et publicisent leurs revendications. Les ateliéristes sont par ailleurs

conscients du pouvoir croissant de la presse, « c'est maintenant le vrai souverain » affirment-ils. Cette volonté de parler au nom de l'ensemble de la classe ouvrière et surtout de laisser libre cours aux témoignages et actions d'en bas vise à contrer le monopole de l'expertise que s'étaient arrogée la bourgeoisie philanthropique et les médecins hygiénistes. C'est ainsi qu'ils évoquent à plusieurs reprises les pathologies de doreurs sur métaux ou encore des ouvriers de la cêruse dont l'usine de production principale de Clichy est qualifiée d'abattoir humain (*L'Atelier*, février et décembre 1845). Le journal décrit par ailleurs avec minutie les accidents quotidiens qui broient ou brûlent les corps des travailleurs comme dans cette scierie mécanisée où la scie circulaire, pourtant promue comme devant alléger le travail, est présentée comme un « terrible instrument de mort », jusqu'à recevoir le « surnom significatif de coupe-en-deux » (*L'Atelier*, décembre 1847, n° 3, p. 46).

Au cours des années 1840, les projets d'enquêtes ouvrières s'étendent dans les rangs socialistes et républicains et une véritable émulation se fait jour pour décrire les conditions ouvrières. En 1842, le journal *Le Populaire de 1841* du communiste Étienne Cabet lance ainsi un appel aux ouvriers icariens pour qu'ils décrivent leur condition de travail. Mais ces enquêtes demeurent largement un privilège masculin et Flora Tristan apparaît bien seule dans cet univers d'hommes. Dans ses *Promenades dans Londres* (1840) puis surtout dans son *Tour de France : état actuel de la classe ouvrière sous l'aspect moral, intellectuel et matériel*, projet bien plus ambitieux mais resté inachevé, la féministe socialiste se livre à une investigation empirique directe. Malgré les nombreuses difficultés qu'elle rencontre, elle porte un regard clinique acéré et précis, quoique souvent méprisant, sur les ouvriers, au croisement de l'ethnographie, du voyage scientifique et de la topographie médicale [Perrot, 1984]. À Lyon, la petite presse lyonnaise demande encore en janvier 1846 l'organisation d'une enquête sur les effets de la concurrence anarchique et sur le moyen de lui substituer l'association des intérêts (« Pétitions aux Chambres en faveur de l'organisation du travail », *L'Écho de l'industrie*, 17 janvier 1846, p. 2).

Mais après 1844, alors que les enquêtes ouvrières d'en bas commencent à refluer faute de relais, leur pratique est de plus en plus encadrée par le mouvement républicain. Dans *La Réforme* du 3 novembre 1844, Alexandre Ledru-Rollin – député de la Sarthe – lance ainsi une « Pétition des travailleurs », qui reçoit 130 000 signatures, dans laquelle il invite la Chambre des députés à organiser une enquête d'envergure. Créé en 1843, *La Réforme* est un journal de première importance, à la fois organe d'expression et centre de convergence des républicains soucieux d'inscrire dans les réalisations de la république un ensemble de réformes sociales. Mais l'enquête est désormais subordonnée à l'avènement de la

République qui devient l'enjeu principal. Devant la sclérose du régime l'enquête ouvrière cède du terrain alors que la conquête du suffrage universel et de la république devient un préalable à toute réforme sociale d'envergure. C'est finalement en 1848 que sera décidée par l'Assemblée constituante une grande enquête sur le travail, mais sa réalisation n'apportera que des renseignements partiels et très inégaux.

Autour de 1840, en France comme dans les autres nations en voie d'industrialisation, la question de l'enquête s'affirme comme un enjeu central. Si le modèle de l'enquête hygiéniste, symbolisé par les écrits du médecin Villermé, semble s'imposer jusqu'à devenir la plus influente, celle qui guide les choix des politiques publiques, elle ne fut jamais totalement dominante. En réaction, certains ouvriers et artisans instruits s'efforcent de proposer leurs propres investigations en faisant appel aux témoignages des ouvriers eux-mêmes plutôt qu'à des intermédiaires douteux, ou en privilégiant les récits de vie et les témoignages directs aux statistiques jugées froides et contestables. Entre les médecins, les économistes et réformateurs sociaux et les divers groupes ouvriers il a existé des débats et circulations incessantes pour fixer le cadre de l'enquête, comme ses usages et fonctions.

BIBLIOGRAPHIE

Sources imprimées

- BURET E. (1840), *De la misère des classes laborieuses en Angleterre et en France*, Paulin, Paris.
- CADET DE GASSICOURT Ch.-L. (1816), « Considérations statistiques sur la santé des ouvriers », *Mémoires de la société médicale d'émulation*, p. 160-174.
- DARCET J.-P. et PARENT-DUCHÂTELET A. (1829), « Mémoire sur les véritables influences que le tabac peut avoir sur la santé des ouvriers occupés aux différentes préparations qu'on lui fait subir », *Annales d'hygiène publique et de médecine légale*, t. 1, p. 169-227.
- PÂTISSIER Ph. (1822), *Traité des maladies des artisans et de celles qui résultent de diverses professions, d'après Ramazzini*, J.-B. Baillière, Paris.
- VILLERMÉ L.-R. (1989), *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*, éd. F. Démier, Études et documentations internationales, Paris.

Travaux

- CHAPPEY J.-L. (2002), *La Société des Observateurs de l'homme (1799-1804). Des anthropologues au temps de Bonaparte*, Société des études robespierristes, Paris.

- DAVID J. (2003), « Régimes descriptifs du XIX^e siècle : le typique et le pittoresque dans l'enquête et le roman », in BLUNDO G. et OLIVIER DE SARDAN J.-P. (dir.), *Pratiques de la description*, Éditions de l'EHESS, Paris, p. 185-210.
- DÉMIER F. (1989), « Le Tableau de Villermé et les enquêtes ouvrières du premier XIX^e siècle », in VILLERMÉ L.-R., *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*, Études et documentations internationales, Paris, p. 31-75.
- FROBERT L. et LAURICELLA M. (2015), « Naissance de l'association de production. L'Européen de Buchez », in BOUCHET Th. et al. (dir.), *Quand les socialistes inventaient l'avenir (1825-1860)*, La Découverte, Paris, p. 75-83.
- GRIBAUDI M. (2014), *Paris, ville ouvrière. Une histoire occultée. 1789-1848*, La Découverte, Paris.
- KALIFA D. (2010), « Enquête et "culture de l'enquête" au XIX^e siècle », *Romantisme*, n° 149, p. 3-23.
- KARILA-COHEN P. (2008), *L'État des esprits. L'invention de l'enquête politique en France (1814-1848)*, PUR, Rennes.
- LE ROUX Th. (2011a), « L'effacement du corps de l'ouvrier. La santé au travail lors de la première industrialisation de Paris (1770-1840) », *Le Mouvement social*, n° 234, p. 103-119.
- (2011b), « Les puissances vives soumises aux forces mortes. Hygiénistes, corps ouvriers et machines au XIX^e siècle en France (1800-1870) », in GUIGNARD L., RAGGI P. et THÉVENIN E. (dir.), *Corps et machines à l'âge industriel, XIX^e-XX^e siècles*, PUR, Rennes, p. 259-272.
- LYON-CAEN J. (2007), « Enquêtes, littérature et savoir sur le monde social en France dans les années 1840 », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 17, p. 99-118.
- PERROT M. (1972), *Enquêtes sur la condition ouvrière en France au XIX^e siècle*, Micro-éditions Hachette, Paris.
- (1984), « Flora Tristan enquêtrice », in MICHAUD S. (dir.), *Un fabuleux destin, Flora Tristan*, Éditions universitaires de Dijon, Dijon, p. 82-94.
- RIGAUDIAS-WEIL H. (1936), *Les Enquêtes ouvrières en France entre 1830 et 1848*, Alcan, Paris.
- RIOT-SARCEY M. (1998), *Le Réel de l'utopie. Essai sur le politique au XIX^e siècle*, Albin Michel, Paris.